

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA

P. O. Box 3243
Ext. 255

Telephone: 251-115-517 700

HUITIÈME FORUM AFRICAIN DU SECTEUR PRIVÉ

24-25 Novembre 2016
Laico Regency Hotel, Nairobi (Kenya)

RAPPORT

INTRODUCTION

1. Le Huitième Forum africain du secteur privé a eu lieu les 24 et 25 novembre 2016, au Laico Regency Hotel, à Nairobi (Kenya), sous le thème « *Passer des idées à la création d'entreprises, autonomiser les femmes et les jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat en Afrique* ». Le Forum avait pour objectif principal de discuter et de recommander des interventions de politiques spécifiques propres à encourager les femmes et les jeunes à adopter la culture de l'entrepreneuriat comme un moteur important de la croissance inclusive en créant et en développant des possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes, la durabilité de l'entreprise et des solutions innovantes.

II. PARTICIPATION

2. Des femmes et des jeunes entrepreneurs africains, des représentants des États membres de l'Union africaine ainsi que des représentants d'agences africaines de promotion des investissements ont participé au Forum. La liste des participants figure en annexe.

III. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Allocution de bienvenue de Dr René Kouassi N'Guettia, Directeur du Département des Affaires économiques de la Commission de l'Union africaine

3. Le Directeur a ouvert le forum en souhaitant la bienvenue à tous les participants. Il a déclaré que l'UA reconnaît que l'autonomisation des femmes et des jeunes est nécessaire au développement économique du continent. Les jeunes sont reconnus comme étant l'avenir du continent. La Commission de l'Union africaine (CUA) a choisi ce thème par conviction que l'avenir du continent est entre les mains de ses jeunes et de ses femmes. De plus, le secteur privé est au cœur du développement économique et s'avère d'une importance capitale pour le développement économique, notamment le processus d'industrialisation.

4. Il a également informé la réunion que les petites et moyennes entreprises (PME) contribuent considérablement à la création d'emplois même si leur potentiel reste inexploité en faveur des femmes et des jeunes. Le forum de 2016 est différent des forums précédents car il a été axé sur la formation en identifiant les réussites et les échecs. Les jeunes entrepreneurs ont souvent des idées lumineuses, mais il leur est difficile de transformer ces idées en projets. Le forum vise à inciter les jeunes et les femmes à s'engager dans l'entrepreneuriat afin de s'auto-employer, contribuer à la création de richesse durable et participer au processus de transformation économique de l'Afrique.

IV. TRAVAUX

Séance introductive : Les possibilités d'investissement en Afrique : comment les concrétiser ?

5. Le Directeur des Affaires économiques a noté que, dans la situation actuelle de la relance après la crise économique et financière, le continent a besoin, plus que jamais, de stimuler et d'attirer les flux de capitaux vers les pays africains. Il doit donc être attentif aux causes de la désaffection des investisseurs vis-à-vis de ses projets et se placer ainsi en position de créer les conditions nécessaires pour attirer des flux de capitaux étrangers, continentaux ou nationaux et des possibilités d'investissement en Afrique.

6. Par « possibilités d'investissement » qui doivent être créées, nous entendons la création des conditions propices pour atteindre un niveau de rentabilité qui rend l'investissement intéressant pour tout détenteur de capital. Cela implique de renforcer les indicateurs de rentabilité sur lesquels les agents économiques s'appuient pour regarder de plus près un projet d'investissement.

7. S'agissant de la lutte contre les idées conventionnelles pour attirer les flux de capitaux, il a fait remarquer que les raisons souvent avancées pour expliquer le faible niveau des investissements en Afrique comprennent la faiblesse du tissu économique de l'Afrique, l'ampleur du secteur informel, le climat médiocre des affaires, les risques d'instabilité politique et économique et la faiblesse des marchés financiers africains. Toutefois, un certain nombre de ces raisons, surtout lorsqu'elles sont considérées en relation avec le dynamisme économique de l'Afrique est le produit d'idées préconçues. En fait, les marchés boursiers, par exemple, se comportent parfaitement bien. Ainsi, l'indice MSCI (à l'origine Morgan Stanley Capital International) qui mesure le rendement des marchés boursiers a augmenté de 39% par an en Egypte au cours des dernières années, contre seulement 2% à l'échelle mondiale.

8. Il a souligné la nécessité de prendre des initiatives pour créer de nouvelles possibilités d'investissement et qu'une des raisons du faible taux d'investissement est aussi les coûts élevés d'exploitation en Afrique résultant de l'état délabré des infrastructures et du manque d'accès aux services de base. À cet égard, la promotion de partenariats public-privé pour la construction de routes, de chemins de fer et d'autres moyens de communication terrestre et virtuelle constitue un moyen efficace de promouvoir l'avènement d'une « nouvelle révolution verte » en Afrique grâce au développement de centres technologiques et à la mécanisation d'outils des agriculteurs et des producteurs locaux. En règle générale, la réduction des coûts de production, grâce à des politiques efficaces de délestage devrait permettre aux entreprises africaines d'être plus compétitives tant dans le domaine de la production qu'à celui de l'exportation.

9. Il a ajouté que, pour stimuler les possibilités d'investissement privé, il ne suffit pas d'améliorer les codes des investissements et de libéraliser l'économie ; Il convient également que les États garantissent la stabilité politique et la paix. Le développement économique peut également être réalisé grâce au progrès social

en matière de santé et d'éducation qui garantit aux investisseurs qui envisagent de s'établir sur le continent une main-d'œuvre qualifiée et productive. Les occasions d'investissement ne peuvent être consolidées de manière durable dans l'ensemble de l'Afrique, même avec des entrées effectives de capitaux, sans la promotion de marchés à l'échelle continentale, l'intégration économique et, en fait, l'élimination complète des barrières non tarifaires.

10. Enfin, il a formulé des recommandations sur les conditions nécessaires au succès du secteur privé en Afrique ainsi que sur les responsabilités des entrepreneurs africains.

SÉANCES THÉMATIQUES

Séance plénière 1 : Entrepreneuriat : Cadre conceptuel et importance vitale

11. Le panel, a été animé par Dr. René N'Guettia Kouassi, Directeur du Département des Affaires économiques de l'Union africaine et était constitué par :

- M. Oumar Seck, Fondateur et PDG de Emerging Africa Consulting ;
et
- Prof. Klement Kouakou

12. M. Oumar Seck a présenté un aperçu de l'Entrepreneuriat, de la création d'une nouvelle entreprise, des compétences de base en affaires, du plan d'affaires, du choix à faire, de la gestion des risques et des étapes à suivre pour créer une entreprise. Il a fourni des conseils sur les questions suivantes : Qu'est-ce que l'entrepreneuriat ? Qui sont les entrepreneurs ? Quels sont les avantages de l'entrepreneuriat ? Que faut-il pour réussir une entreprise sur la base des dimensions suivantes : l'environnement, la compétence entrepreneuriale individuelle et/ou comportementale, le processus et/ou processus de création d'une nouvelle entreprise, organisation et/ou gestion d'une entreprise ? Il a mis en outre l'accent sur les compétences entrepreneuriales requises (10 compétences entrepreneuriales et 30 indicateurs comportementaux des entrepreneurs qui ont eu du succès) sur la base d'une recherche menée par Management System International et McBer and Company, financée par l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

13. Par ailleurs, il a attiré l'attention de la réunion sur l'importance de la contribution aux questions suivantes pour assurer le succès d'un entrepreneur :

- Recherche de possibilités et prise d'initiative
- Prise de risques
- Exigence d'efficacité et de la qualité (meilleure, rapide et moins coûteuse pour la compétitivité)
- Persistance
- Engagement vis-à-vis du contrat de travail
- Recherche d'informations (en particulier sur les prix)

- Définition des objectifs
- Planification et suivi systématiques
- Persuasion et réseautage
- Indépendance et confiance en soi

14. Le professeur Klement Kouakou a fait un exposé sur l'entrepreneuriat en Afrique : caractéristiques, obstacles et facteurs de réussite. Il a présenté des recherches empiriques (effectuées au Sénégal, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire et au Mali) sur les motivations des entrepreneurs, la croissance des entreprises, l'environnement des entreprises et les déterminants du succès. Il a également présenté différentes typologies et/ou classifications des entrepreneurs

A

Débats

15. Les questions suivantes ont été examinées :

- La nécessité de prendre des risques et la première étape pour démarrer une entreprise
- L'importance de l'accès au financement, de la recherche et développement, d'un environnement favorable
- Nécessité de la participation du secteur informel
- Comment lutter contre la corruption si nous voulons investir dans un nouveau pays en Afrique
- L'entrepreneuriat social (ES) et la viabilité économique. Comment rendre l'entrepreneuriat social économiquement viable
- L'importance de l'intuition et /ou du flair. Il n'est pas nécessaire d'avoir un niveau d'éducation élevé pour être un bon entrepreneur
- Comment avoir des PME compétitives (en dehors de la boulangerie, de la conduite de taxi et de la laverie)
- Nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat industriel
- Nécessité d'adapter les programmes d'enseignement à la demande de main-d'œuvre
- Le lien entre l'éducation et l'esprit d'entreprise (controverse)
- Hommes et femmes : qui sont ceux qui ont le plus de succès dans l'entrepreneuriat ?
- Culture et esprit d'entreprise
- Dans la dynamique de l'Agenda 2063, la coopération Sud-Sud s'avère importante pour que le secteur informel rejoigne le secteur formel ; il convient de développer des formations professionnelles locales, d'accélérer l'autonomisation des femmes et des jeunes et de partager les connaissances entre pairs.

- L'initiative MAMA-LIGHT pour l'énergie durable choisie par les Nations Unies comme l'une des 14 solutions révolutionnaires pour atteindre les objectifs de développement durables (ODD) et le Global Expertise Hub pour le secteur informel sont des exemples africains concrets qui illustrent l'autonomisation de l'UA. Il convient également de libérer les multinationales africaines de demain

Recommandations

16. La réunion a formulé les recommandations suivantes :

- i. Nécessité d'aider le secteur informel à passer au secteur formel et à créer la richesse
- ii. Il convient de mettre l'accent sur les programmes de formation afin d'autonomiser les femmes et les jeunes
- iii. Nécessité de comprendre la dynamique de l'entrepreneuriat social
- iv. Promouvoir l'esprit d'entreprise comme option de carrière et la formation afin de généraliser l'esprit d'entreprise
- v. Apprendre des expériences de ceux qui réussissent et de ceux qui ont échoué
- vi. Nécessité d'une politique de localisation des citoyens afin de minimiser les risques et pertes et /ou défaillances pour les banques et les instituts financiers
- vii. L'esprit d'entreprise devrait être intégré dans les programmes scolaires
- viii. Le secteur privé devrait intervenir et contribuer à la conception des programmes d'enseignement et /ou scolaires
- ix. Commencer la réflexion sur le type d'emploi qui serait nécessaire à l'avenir et entreprendre la reformulation des programmes scolaires
- x. Préparer les entrepreneurs à accepter l'échec et à être patients. Apprendre à gérer les finances (coûts de production, coûts variables et non variables)
- xi. Promouvoir la bonne gouvernance

Séance plénière 2 : Que faut-il pour assurer le succès d'un entrepreneur ?

17. Cette séance a été animée par M. Oumar Seck avec les membres du panel suivants :

- Mme Folasade Ayonrinde, Fondation africaine pour le renforcement des capacités (ACBF)

- Mme Juanita Ceesay

18. Mme Folasade Ayonrinde, ACBF, a présenté le thème suivant : Évaluation du statut actuel de l'entrepreneuriat en Afrique : identification des possibilités et des défis - Recommandation d'interventions spécifiques. Elle a présenté l'écosystème entrepreneurial de certains pays et les possibilités de le développer, en particulier l'explosion des jeunes d'Afrique.

19. Elle a fait observer que de nombreux facteurs entravent l'esprit d'entreprise dans les pays en développement. L'aperçu des études menées sur l'écosystème entrepreneurial en Afrique a révélé les défis suivants : manque de financement et d'accès au crédit, manque de plans d'affaires bancables, lois et règlements coûteux et qui demandent beaucoup de temps, corruption, taxation élevée et documents complexes relatifs aux taxes, manque d'infrastructures appropriées, petite taille du marché, manque de connaissances entrepreneuriales, etc.

20. Pour terminer elle a présenté les options suivantes : accélérer le développement de l'infrastructure, développer l'avancement technologique, améliorer l'environnement global des affaires, approfondir l'intégration régionale, créer les talents de demain grâce au développement des compétences, soutenir les entreprises en phase de démarrage et autonomiser les femmes.

21. Mme Juanita Ceesay a fait un exposé sur le secteur minier comme un domaine pour l'entrepreneuriat féminin. Elle a présenté l'étude de cas sur l'industrie du diamant en Sierra Leone. Industrial Diamonds est un créneau pour les femmes entrepreneurs et représente un contributeur majeur à l'économie avec 70% du PIB du pays assurés par l'industrie du diamant. Faiblesse des coûts d'accès : seul un petit capital est nécessaire pour participer. Les obstacles à la production de diamants industriels sont : le manque d'informations, les sources limitées de production d'énergie, l'absence de politiques gouvernementales efficaces. Le succès du modèle du Botswana peut être une source d'inspiration.

Débats

22. La réunion a examiné les questions suivantes :

- Comment attirer les entrepreneurs (en particulier les femmes) dans de nouveaux types d'entrepreneuriat industriel
- Comment passer de l'emploi rémunéré et/ou travail salarié à l'entrepreneuriat
- La question de l'accès au marché pour les entrepreneurs

Recommandations

23. Les recommandations de la réunion sont les suivantes :

- i. Pour l'entrepreneur potentiel : se préparer avant de passer de l'employé à l'entrepreneur, apprendre à gérer les risques et être courageux
- ii. Permettre aux femmes l'accès à la terre et renforcer leurs capacités.

Séance plénière 3 : Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes

24. Le panel animé par M. Charles Kossi Awitor et a été composé des personnes suivantes :

- Dr. Joweira Mayanja Teera
- Mme Williams
- Mme Seynabou Dia

25. Dr. Joweira Mayanja Teera a fait un exposé sur l'entrepreneuriat et le développement des PME. Sa présentation a commencé par la définition de termes de base liés à l'entrepreneuriat et au développement des moyennes, petites et micro entreprises (MPME). Le développement des MPME est entravé par un certain nombre de facteurs, notamment la disponibilité limitée de ressources financières, le manque de compétences en gestion et de formation, le manque d'accès à une technologie appropriée, les lois, les règlements et les règles, etc.

26. Mme Williams a fait un exposé sur le rôle du secteur privé et la jeunesse. Elle a présenté l'ACP YPN et ses activités pour les jeunes entrepreneurs. Elle a recommandé de créer un environnement propice aux jeunes entrepreneurs et aux organisations de la jeunesse, de consacrer des fonds aux jeunes entrepreneurs, d'accorder davantage d'attention politique à l'entrepreneuriat social et économique pour résoudre les problèmes d'emploi.

27. Mme Seynabou Dia a fait un exposé sur les nouveaux défis de la communication pour les entreprises en Afrique. Elle a également identifié certains défis lancés aux entrepreneurs (la question de compétitivité, la faiblesse de la part du marché, la question de l'innovation, la numérisation, etc.)

Débats

28. Les participants ont examiné les questions suivantes :

- Innovation, flexibilité, c'est-à-dire l'adaptation à un nouvel environnement, sont les différences les plus significatives entre un vendeur et un individu qui a l'esprit d'entreprise
- Le problème de l'entrepreneuriat par défaut, à savoir, la peur d'être sans emploi

Recommandations

29. Les participants ont recommandé ce qui suit :

- i. Il est nécessaire d'éviter la confusion entre l'entrepreneuriat et la petite et moyenne entreprise qui est le produit de la première ;
- ii. Il convient d'œuvrer à la création d'un environnement propice à l'émergence d'initiatives entrepreneuriales des jeunes et des femmes en vue de faciliter l'accès au financement et aux pratiques innovantes ;
- iii. Il est important de promouvoir l'esprit de partenariat dans la création d'entreprises ;
- iv. Il convient de prendre en compte les enjeux de la communication dans le processus de création et la vie d'une entreprise

Séance plénière 4 : Cadre d'orientation pour l'entrepreneuriat et le développement des PME

30. Le panel a été animé par Mme Nathalie B. Chinje et constitué des personnes suivantes :

- M. Oumar Seck
- Mme. Abynesh Schulze

31. M. Oumar Seck a fait un exposé sur le développement du cadre d'orientation pour l'entrepreneuriat et les PME ainsi que sur l'accès au financement.

32. Il a souligné la nécessité que le développement des PME soit fondé sur le savoir, axé sur l'accès au marché, les marchés publics, l'accès aux services et sur la capacité de développement des entreprises. Il a souligné la nécessité pour l'Afrique d'avoir ses propres institutions pour le développement des PME, institutions qui devraient être fortement basées sur la connaissance. Il a présenté les défis lancés aux jeunes et aux femmes dans le développement de leurs entreprises et a formulé des recommandations sur la manière de les relever. Il a également présenté le bien-fondé des interventions publiques dans l'entrepreneuriat et le développement des PME. La politique de développement des PME devrait être (i) participative et (ii) intégrée et cohérente avec la politique de l'investissement direct étranger (IDE), la politique industrielle, la politique des exportations, la politique de développement rural, etc. Les objectifs du développement des PME ont également été mentionnés.

33. Mme Abynesh Schulze a fait un exposé sur son expérience en matière de création d'une marque de mode en Afrique et sur l'importance d'établir un réseau de relations, de déléguer certaines responsabilités pour être plus efficace, d'être passionnés par ce que nous faisons, en étant créatifs et proactifs.

Débat

34. Les questions suivantes ont été examinées :

- L'accès à la facilitation du financement est essentiel au développement des PME.
- Une intervention politique est nécessaire pour développer des lignes de crédits bancaires pour les PME
- Le financement de groupe pourrait être une solution au problème de l'accès au financement
- Le renforcement de la culture de l'esprit d'entreprise et des capacités des femmes dans l'entreprise
- Assistance au secteur informel et mise en place d'un système d'incitations à l'accès au financement par rapport à la formalisation du secteur informel
- Les participants ont partagé leurs propres expériences sur la manière dont ils ont créé leur entreprise
- Établir le lien d'attraction de l'IDE avec les programmes de développement des PME
- Nécessité d'être prudents face aux défis liés aux flux financiers illicites par rapport à la facilitation des activités commerciales
- S'éloigner de l'application du modèle unique et nécessité d'adapter les expériences réussies à la réalité de chaque pays
- L'accès à l'information et aux programmes est essentiel pour le développement des entreprises
- L'importance de protéger les droits de propriété intellectuelle en Afrique
- Le problème de la garantie en plus du taux d'intérêt bancaire élevé
- Quelques contraintes : manque d'infrastructures, procédures fiscales, manque d'informations
- L'absence de politique claire pour l'entrepreneuriat / les PME
- Sous-estimation de la valeur des données. Des données probantes devraient guider les politiques en Afrique
- Les défis environnementaux / éco systémiques sont cruciaux
- L'importance de relations pour l'obtention de contrat
- La nécessité d'introduire la transparence dans la gestion financière

Recommandations

35.

Les recommandations suivantes ont été formulées :

- Nécessité de développer le secteur de financement des PME en intervenant dans les politiques publiques
- Envisager le financement de groupe comme une solution potentielle au problème d'accès au financement des micro entreprises

- Demander aux gouvernements africains de lier la promotion de l'attraction des IDE aux programmes relatifs au développement des PME
- Nécessité pour les pays de mettre en place des systèmes d'incitation à l'accès au financement par rapport à la formalisation du secteur informel

Séance plénière 5 : Ressources humaines et questions de productivité

36. Cette séance a été animée par Mme Joweria Teera avec les membres suivants :

- M. Baeti Molake, Président de l'Association pour la productivité panafricaine (APPA)
- Mme Merhawit Kidane,
- Bro George Owidhi, Économiste, Central Organization of Trade Union (COTU), Kenya

37. M. Baeti Molake a fait un exposé sur la nature changeante du marché du travail et ses conséquences sur la productivité et la compétitivité. Il a informé la réunion qu'une économie productive signifie qu'elle est capable de produire plus de biens et de services avec la même quantité de ressources et même moins, et que la productivité stimule la croissance économique. Il a décrit le nouvel environnement de travail et a présenté ses avantages. Il a exprimé la nécessité i) d'atténuer les effets du ralentissement de l'économie mondiale, ii) d'appuyer le développement et la survie des micro et des petites entreprises, iii) d'élaborer des politiques publiques de protection sociale compte tenu de la nature changeante du marché du travail – d'assurer la protection sociale des travailleurs dans tous les types d'emploi.

38. Mme Merhawit Kidane a fait un exposé sur l'Entreprise intelligente et l'entrepreneuriat en Afrique. Elle a expliqué les avantages du Business Intelligence pour les entrepreneurs.

39. L'Économiste Bro George Owidhi a fait un exposé sur la transformation de la productivité des entreprises grâce à la gestion des ressources humaines. Il a souligné que la gestion des ressources humaines comporte des pratiques, des politiques et des systèmes qui influencent les employés.

Débat

40. La réunion a examiné les questions suivantes :

- L'instabilité politique est un défi pour la réussite des entreprises mais, dans certains cas, elle peut être considérée comme une possibilité

- L'importance de plaider en faveur de bonnes relations patronales-syndicales et de promouvoir le dialogue social
- Plaider en faveur de l'embauche des ressources humaines qualifiées au sein des entreprises.

Recommandations

41. Les recommandations suivantes ont été formulées

VII. ADOPTION DU RAPPORT

42. La Conférence a examiné et adopté son rapport avec les amendements.

VIII. CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

43. Dans ses observations de clôture, le Directeur des Affaires économiques a procédé à une synthèse des débats qui ont eu lieu au cours du Forum, mettant l'accent sur les recommandations constructives qui ont découlé des différentes sessions. Il a souligné que, comme dans les précédents Forums du secteur privé, l'UA a organisé des expositions commerciales pour présenter et faire la démonstration de ses nouveaux produits et services, créer des réseaux d'affaires et partager l'information, le forum du secteur privé de cette année a été spécial en ce sens qu'il sollicitait la participation des jeunes et des femmes entrepreneurs ayant des compétences professionnelles qui les aideront à améliorer leurs pratiques de gestion des affaires et à assurer la croissance et l'expansion des PMME en Afrique.

44. Enfin, il a souligné l'importance de l'accès au crédit pour les entrepreneurs, en particulier les femmes et les jeunes, la nécessité les politiques soient orientées vers cet objectif, d'un secteur privé dynamique et résistant pour le processus de transformation et de participation de tous au processus en l'Afrique. Il a ensuite exprimé ses remerciements aux représentants du Privé pour leur participation et a déclaré clos le 8ème Forum du secteur privé africain.